

Comment la crise sanitaire a-t-elle affecté le nombre et le profil des demandeurs d'emploi de longue durée ?

Au cours de la première année de la crise sanitaire, l'augmentation du nombre des demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) a été plus forte que celle de l'ensemble des inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C. Après avoir atteint un pic à 1,6 million en mars 2021, le nombre de DELD est redescendu jusqu'à 1,3 million en mars 2022 sous l'effet de l'assouplissement des restrictions, atteignant ainsi un niveau légèrement inférieur à celui d'avant-crise.

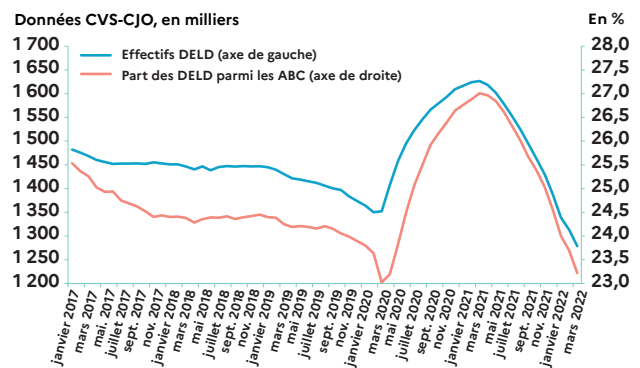
Entre les mois de février 2020 et 2021, la hausse des DELD a essentiellement concerné des populations jusque-là peu représentées : les jeunes, les personnes inscrites depuis moins de 18 mois et celles ayant un droit ouvert à l'assurance chômage. La progression a été plus forte dans les métiers des secteurs les plus affectés par les contraintes sanitaires, comme ceux du spectacle. La baisse survenue à partir du printemps 2021 provient essentiellement d'une hausse des retours à l'emploi.

Comparativement aux précédents épisodes de retournement conjoncturel, la crise sanitaire liée au Covid-19 s'est davantage traduite par un « gel » d'une partie du marché du travail. Des personnes sont restées en emploi sans toutefois travailler ou sans changer d'emploi, certaines ayant bénéficié du dispositif d'activité partielle ; d'autres n'avaient pas la possibilité de retrouver une activité professionnelle, faute d'opportunités dans le contexte de crise. La hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi durant le premier confinement a ainsi été davantage due à un effondrement des sorties vers l'emploi qu'à une hausse des entrées sur les listes. Comment le nombre de DELD a-t-il évolué depuis février 2020 et en raison de quels facteurs ? Quelles populations ont été les plus touchées par la hausse survenue en début de crise ?

Une hausse des DELD très marquée au début de la crise sanitaire

Le nombre de DELD a fortement progressé au début de la crise pour atteindre un pic à 1,6 million en mars 2021, représentant alors 27 % des demandeurs d'emploi A, B et C, contre 1,4 million et 24 % en février 2020 (graphique 1 ; encadrés 1 et 2). Durant cette période, le nombre de DELD a donc augmenté plus vite que l'ensemble des inscrits en catégories A, B et C : la baisse rapide et massive des opportunités de reprise d'emploi a davantage touché les personnes les plus éloignées du marché du travail. Cette hausse du nombre de DELD a principalement porté sur des demandeurs d'emploi jusque-là moins représentés parmi cette population : les jeunes, les personnes inscrites depuis moins de 18 mois et celles ayant un droit ouvert à l'assurance chômage (Éclairage).

GRAPHIQUE 1 | Effectif des DELD et part dans l'ensemble des demandeurs d'emploi ABC



Lecture : en avril 2021, le nombre de DELD atteint 1 619 000, ce qui représente 27 % des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C.

Champ : personnes inscrites à Pôle emploi en catégories ABC, France.

Source : Pôle Emploi, Fichier Historique Statistique (FHS), calculs Dares.

Dans un premier temps, le confinement du printemps 2020 a entraîné un effondrement des sorties vers l'emploi des DELD. L'ensemble des sorties des DELD, tous motifs confondus, est ainsi passé de 104 000 en février à 45 000 en avril (graphique 2). Cette chute en avril 2020 a surtout été liée à de moindres reprises d'emploi salarié, la contraction de l'activité économique associée à la crise sanitaire ayant nettement réduit les opportunités de recrutement. Elle a aussi été due à la forte diminution des sorties des listes de Pôle emploi pour sanction administrative (graphique 3). Parallèlement, avec le « gel » du marché du travail lié aux restrictions sanitaires, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi ont été confrontés à un repli des offres d'emploi et ont basculé plus fréquemment que d'habitude en DELD, ce qui explique la hausse des entrées entre avril 2020 et mars 2021 (graphique 2).

Mi-2020, une reprise des sorties de DELD assortie d'une hausse des entrées

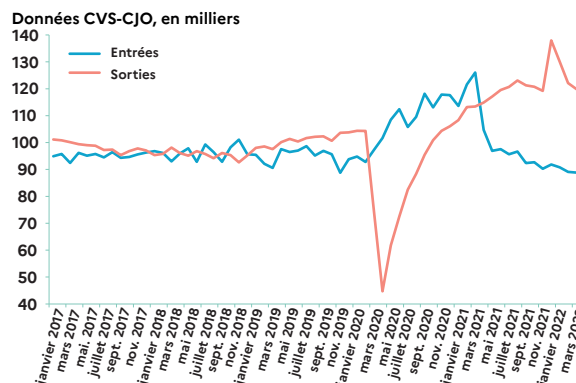
L'assouplissement des contraintes sanitaires à la fin du printemps 2020 a permis de « dégeler » le marché du travail, entraînant une reprise dynamique des sorties vers l'emploi des DELD, mais accompagnée d'une augmentation des entrées. Au total, les effectifs de DELD ont continué à progresser en raison du niveau plus élevé des entrées tout au long du second semestre 2020 et début 2021. Ceci reflète d'une part, des situations déjà fragiles sur le marché du travail avant la crise et qui se sont aggravées avec le contexte économique, et d'autre part, le maintien de contraintes sanitaires fortes dans certains secteurs (arts et spectacles, hébergement-restauration) qui empêchent la sortie vers l'emploi de demandeurs d'emploi qui se seraient insérés en 12 mois en temps normal. L'orientation des DELD vers la formation a été plus importante que lors des années précédentes : le nombre d'entrées mensuelles en formation¹ des DELD est passé de 1 600 en avril 2020 à 14 200 en juin, son plus haut niveau depuis janvier 2017. Par la suite, il a poursuivi sa hausse, atteignant un pic à 18 800 en mars 2021, avant de stabiliser autour de 18 000 jusqu'en décembre 2021 (graphique 4).

Début 2022, un nombre de DELD inférieur à son niveau d'avant crise

À partir de mars 2021, le nombre de DELD a rapidement baissé pendant un an, entraînant une diminution de la part des DELD parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi de catégories A, B et C. En mars 2022, les effectifs de DELD sont inférieurs à ceux d'avant crise : avec 1,3 million, ils représentent 23 % des inscrits en A, B et C. La diminution du nombre de DELD en 2021 a été liée à la forte reprise des sorties des DELD à

¹ Sont comptabilisés ici les stagiaires de la formation professionnelle.

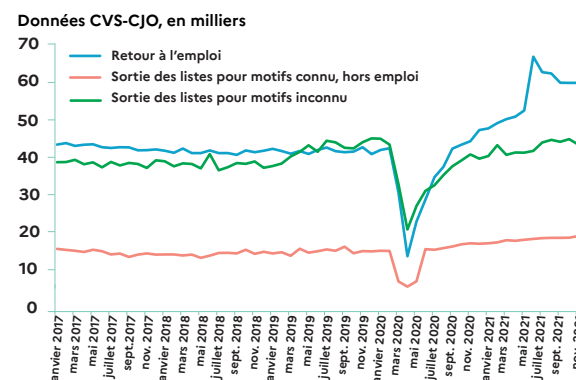
GRAPHIQUE 2 | Entrées et sorties mensuelles des DELD



Lecture : en avril 2021, 105 000 DELD ne l'étaient pas en mars ; 115 000 DELD en mars 2021 ne l'étaient plus en avril.

Champ : personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C, France. Source : Pôle Emploi, FHS, calculs Dares.

GRAPHIQUE 3 | Situation des anciens DELD à la fin du mois de leur sortie



Note :

- Retour à l'emploi : bascules en catégories B, C, E ; sorties des listes pour reprise d'emploi déclaré (y compris création d'entreprise) et pour lesquelles un contrat salarié est identifié à la fin du mois dans la déclaration sociale nominative (DSN, sur le champ privé hors particuliers employeurs).
- Sorties des listes pour motif connu, hors emploi : sorties pour formation, maladie, maternité et départ en retraite.
- Sorties des listes pour motif inconnu : cas des demandeurs d'emploi absents au contrôle, radiés (refus d'emploi, de formation, fausse déclaration, manque d'actes positifs de recherche) ou qui déménagent, et pour lesquels aucun contrat salarié n'est retrouvé dans la DSN (sur le champ privé hors particuliers employeurs).

Lecture : parmi les DELD d'octobre 2021 qui ne l'étaient plus en novembre, 60 000 ont retrouvé un emploi en novembre.

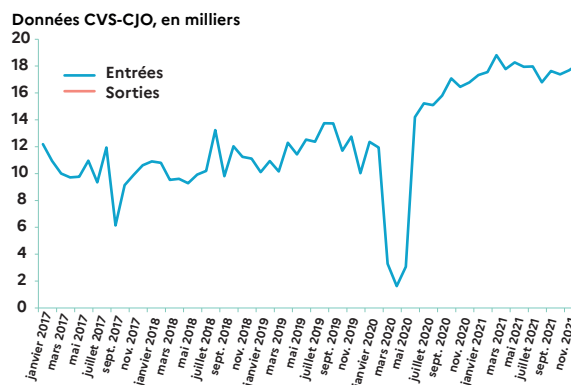
Champ : DELD le mois précédent, France.

Source : Pôle Emploi, FHS et ForCE, calculs Dares.

partir du printemps, suite à la levée des principales contraintes sanitaires (graphique 2), combinée à un recul assez marqué des entrées à compter d'avril.

En fin d'année 2021, cette dynamique des sorties a été accentuée par la nette progression des radiations administratives (graphique 5). 53 000 DELD ont ainsi été radiés des listes de Pôle emploi au 4^e trimestre 2021 sans retrouver un emploi, dont 25 000 sur le seul mois de décembre 2021, soit environ deux fois plus qu'en décembre 2019. Cette hausse des radiations est à mettre en lien avec le plan « Demandeurs d'emploi de longue durée » mis en place fin 2021 par Pôle emploi. Ce plan prévoyait de recontacter tous les demandeurs d'emploi concernés, pour leur proposer des actions de remobilisation et des formations. Le refus de participer à ce parcours, ou l'absence de présentation à un rendez-vous, a constitué un motif de radiation. ●

GRAPHIQUE 4 | Nombre d'entrées en formation (stagiaires de la formation professionnelle) des DELD



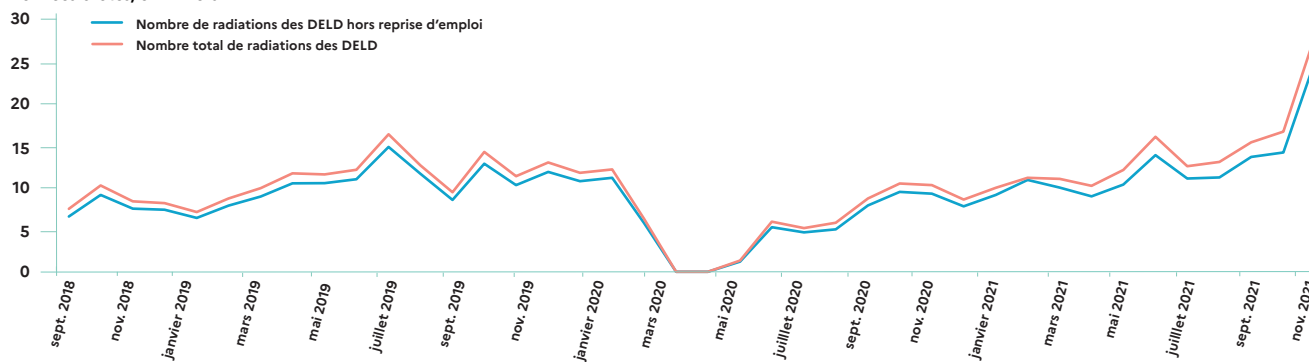
Lecture: parmi les DELD d'août 2021, 17 600 sont entrés en formation (en tant que stagiaires de la formation professionnelle) en septembre.

Champ: DELD le mois précédent, France.

Source: Pôle emploi, FHS et Brest, calculs Dares.

GRAPHIQUE 5 | Nombre de radiations des DELD

Données brutes, en milliers



Lecture: parmi les DELD de novembre 2021, 28 000 ont été radiés des listes de Pôle emploi en décembre; parmi eux, 25 000 n'étaient pas en emploi le 31 décembre.

Champ: France, données brutes.

Source: Pôle Emploi, FHS et ForCE, calculs Dares.

ENCADRÉ 1 • Définitions

Selon la convention tripartite État-Unédic-Pôle emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont définis comme les inscrits à Pôle emploi qui sont tenus de rechercher un emploi (catégories A, B et C) et qui ont été au moins 12 mois en catégorie A (sans activité réduite exercée sur un mois) lors des 15 derniers mois. Les demandeurs d'emploi qui exercent une activité réduite régulière – tout en restant inscrits à Pôle emploi (catégories B ou C) – ne sont donc pas considérés comme des DELD.

Les effectifs de DELD et de demandeurs d'emploi présentés ici sont enregistrés en fin de mois. Une entrée d'un DELD un mois *M* donné signifie que le demandeur d'emploi n'est pas DELD à la fin du mois *M-1* et l'est au mois *M*. Une sortie d'un DELD au mois *M* signifie que le demandeur d'emploi est DELD à la fin du mois *M-1* mais ne l'est plus à la fin du mois *M*.

ENCADRÉ 2 • Sources

Le fichier historique statistique (FHS) enregistre, pour les 10 dernières années, tous les événements successifs concernant les personnes qui ont été inscrites sur les listes de Pôle emploi sur cette période. Les données utilisées sont échantillonnées au 1/10^e. Les contrats de travail et les formations sont repérées grâce au dispositif ForCE (Formation, chômage, emploi), qui apparie le FHS avec les données sur les mouvements de main-d'œuvre (MMO) et la base régionalisée des stagiaires de la formation professionnelle (BREST).

ÉCLAIRAGE 1 • Une augmentation des DELD marquée chez les jeunes et dans les métiers des secteurs les plus affectés par les contraintes sanitaires

Au plus fort de la crise sanitaire, entre février 2020 et février 2021, le nombre de DELD a augmenté de 20 %, contre 6 % pour l'ensemble des inscrits en catégories A, B et C. Parmi les DELD, les hausses ont été particulièrement importantes pour les jeunes, les personnes inscrites depuis moins de 18 mois, ainsi que celles ayant un droit ouvert à l'assurance chômage (tableau 1) :

- Le nombre de DELD de moins de 25 ans a bondi de 42,5 %, soit près de deux fois la dynamique des DELD de 25-54 ans ; la hausse est bien plus modérée pour l'ensemble des demandeurs d'emplois de moins de 25 ans (+9,5%).
- La hausse du nombre de DELD inscrits moins de 18 mois en catégories A, B et C a été aussi particulièrement élevée (32,8 %) par rapport à celles des DELD inscrits depuis plus longtemps.
- Enfin, le nombre de DELD indemnisables par une allocation-chômage (c'est-à-dire ayant un droit ouvert en fin

de mois) a augmenté de 51,1 %. Cela s'explique d'une part par la hausse des DELD inscrits depuis moins de 18 mois qui ont donc potentiellement des droits et, d'autre part, par la décision de prolongation des droits à l'assurance chômage entre fin octobre 2020 et fin juin 2021 qui augmente mécaniquement le nombre de personnes indemnisées.

Les hausses les plus marquées reviennent aux populations les moins présentes dans l'ensemble des DELD en février 2020 : les moins de 25 ans, les inscrits depuis moins de 18 mois et les métiers du spectacle.

Par ailleurs, si le nombre de DELD a augmenté pour de nombreuses familles de métiers, la dynamique a été particulièrement prononcée au sein des secteurs les plus affectés par les contraintes sanitaires : principalement dans le spectacle (+41,4 %), suivi par l'hôtellerie-restauration (+37,7 %), les transports (+27,5 %), les média-communication (+25,3 %) – qui comprennent des métiers du cinéma et de l'événementiel – et le commerce (+24,2 %).

TABLEAU 1 | Évolution et caractéristiques des DELD et des demandeurs d'emploi des catégories A, B et C

En %

		Évolution DELD février 2020 - février 2021	Évolution DEFMA ABC février 2020 - février 2021	Part des DELD en février 2020
Âge	Moins de 25 ans	42,5	9,5	4,5
	25-54 ans	22,5	4,8	66,0
	55 ans ou plus	11,6	6,2	29,5
Durée d'inscription en ABC sur les 24 derniers mois	Moins de 12 mois	0,0	3,0	0,0
	De 12 à 18 mois	32,8	8,7	19,0
	De 18 à 24 mois	20,7	5,8	30,9
	24 mois	15,0	6,9	50,1
Indemnisabilité	Par l'assurance chômage	51,1	8,1	28,2
	Par l'État	1,6	-1,2	20,9
	Non indemnisable	10,7	2,8	50,9
Secteur du métier recherché, dont	Commerce	24,2	6,7	14,3
	Hôtellerie-restauration	37,7	8,9	7,5
	Média-communication	25,3	10,9	2,0
	Spectacle	41,4	7,4	1,4
	Transports	27,5	8,3	9,9

Lecture : entre février 2020 et février 2021, le nombre de DELD de 25 à 54 ans a augmenté de 22,5 %, cette tranche d'âge représentant 66 % des DELD en février 2020.

Champ : personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B et C, France.

Source : Pôle Emploi, FHS calculs Dares.

Pour en savoir plus

[1] Morello E. (2021), « [Indemnisation des demandeurs d'emploi en 2020](#) », *Dares Résultats* n° 54, octobre.

[2] Fosse M., Morel M., Givord P., Bucher A. (2021), « [Quelles personnes en recherche d'emploi abandonnent leur stage en cours de formation et pourquoi ?](#) », *Dares Focus* n° 65, novembre.

Emmanuel Morello, Carole Hentzgen, Valentin Cocuau (Dares)

Directeur de la publication
Michel Houdebine

Directrice de la rédaction
Anne-Juliette Bessone

Secrétaires de rédaction
Thomas Cayet, Laurence Demeulenaere

Maquettistes
Valérie Olivier, Bruno Pezzali

Mise en page et impression
Dares, ministère du Travail,
du Plein emploi et de l'Insertion

Dépôt légal
à parution

Numéro de commission paritaire
3124 AD. ISSN 2109 – 4128
et ISSN 22674756

Réponses à la demande
dares.communication@travail.gouv.fr

Contact presse
Joris Aubrespin-Marsal
joris.aubrespin-marsal@travail.gouv.fr

La Dares est la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion. Elle contribue à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques, et plus largement à éclairer le débat économique et social.

dares.travail-emploi.gouv.fr

RETROUVEZ LES DONNÉES DES GRAPHIQUES
ET TABLEAUX SUR NOTRE SITE INTERNET.

